



Royaume du Maroc  
Conseil consultatif des droits de l'Homme

*Département Information et Communication*

المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

**LE CCDH DANS LA PRESSE NATIONALE**

**3 أبريل 2009**

**3 Avril 2009**

## Convention de partenariat CCM - CCDH

Le directeur général du Centre Cinématographique marocain (CCM), Nour Eddine Saïl et le président du Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH), M Ahmed Herzenni, ont procédé mercredi 1er avril 2009, au siège du CCDH, à la signature d'une convention de coopération et de partenariat concernant la promotion de la culture des droits de l'Homme et l'encouragement des productions cinématographiques relatives à la préservation de la mémoire et aux violations graves des droits de l'Homme perpétrées dans le passé.

Contribuant à la promotion de la culture des droits de l'Homme et à la préservation de la mémoire, le Centre cinématographique marocain veillera en vertu de cette convention à :

- Intégrer les principes et les valeurs des droits de l'Homme en tant que critères de sélection des films candidats au Fonds d'aide à la production;

- Soutenir des documentaires et courts métrages traitant des droits de l'Homme, de l'Histoire contemporaine du Maroc et de la mémoire des violations graves des droits de

l'Homme perpétrées dans le passé ;

- Intégrer les documentaires concernant les sujets sus-mentionnés dans les projets candidats pour bénéficier du Fonds d'aide à la production ;

- Appuyer les Rencontres méditerranéennes du film des droits de l'Homme, organisées par le CCDH;

- Sensibiliser les cinéastes pour contribuer à la promotion de la culture des droits de l'Homme ;

- Mettre à disposition des chercheurs et des cinéastes, les archives du Centre cinématographique marocain, pour consultation et éventuelle utilisation selon des conditions définies par les deux parties signataires.

En contre partie le CCDH s'engage à :

- Organiser des sessions de formation en faveur des cadres du Centre cinématographique marocain en matière de droits de l'Homme ;

- Mettre à disposition des cadres du Centre, la documentation relative aux droits de l'Homme nécessaire à l'exercice de leurs missions ;

- Promouvoir les films appuyés par le Centre et rentrant dans le cadre des missions du Conseil ou

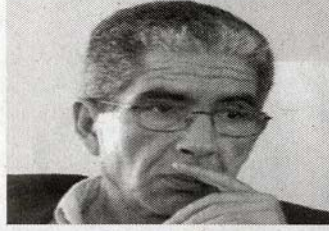
faisant objet de cette convention.

Prenant en considération le rôle de l'image dans la construction de l'imaginaire social et son apport au système des valeurs et son rôle en tant que composante tridimensionnelle permettant de se projeter dans l'avenir à travers la lecture du passé, cette convention s'inscrit dans le cadre des engagements du Maroc dans le domaine de la protection et la promotion des droits de l'Homme et son adhésion au processus de réconciliation de lecture de l'Histoire et de préservation de la mémoire.

Elle traduit aussi la conviction des deux parties que la réussite de la promotion des valeurs des droits de l'Homme au sein de la société est fortement liée au rôle vital de l'éducation, de la formation et de la sensibilisation. Elle est également tributaire de l'engagement de ses institutions dans l'enracinement de ces valeurs dans l'esprit et les comportements des citoyennes et citoyens. Cette convention vient consolider les efforts consentis des acteurs dans la promotion de la culture de la citoyenneté, du dialogue, du droit à la différence et de la construction démocratique.

حول حقوق الإنسان والانتهاكات في المغرب

## شراكة بين حرزني والصايل لتمويل أفلام سينمائية



أحمد حرزني



نور الدين الصايل

■ الرباط - سناء الزوين ■

وقع نور الدين الصايل، المدير العام للمركز السينمائي المغربي، وأحمد حرزني، رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، على اتفاقية شراكة مساء أول أمس الأربعاء، تهم النهوض بثقافة حقوق الإنسان وتشجيع الإنتاجات السينمائية المتعلقة بحفظ الذاكرة وبماضي الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان.

وأكد حرزني خلال حفل التوقيع أن «المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان قد راكمت العديد من المعلومات التي قد تغري الإبداع السينمائي المغربي وتساهم في إغناء الحركة الإبداعية السينمائية بالمغرب».

كما أكد الصايل أن للسينما دورا مهما في تقوية ثقافة حقوق الإنسان، لأن المشاهد يستطيع التعرف على الحقوق من خلال السينما، لأنها الكفيلة بإخراجها للعموم، ولذلك تنص الاتفاقية على تحسيس المبدعين في المجال السينمائي للمساهمة في النهوض بثقافة حقوق الإنسان.

وتنص الاتفاقية، التي تهدف إلى إشاعة ثقافة حقوق الإنسان وبناء الذاكرة، على «اعتماد قيم حقوق الإنسان كأحد المعايير لانتقاء الأفلام المرشحة للاستفادة من صندوق دعم الإنتاج»؛ إلى جانب دعم الأفلام الوثائقية والقصيرة المتعلقة بحقوق الإنسان وبالتاريخ الراهن للمغرب وبالذاكرة المتعلقة بماضي الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان ودعم الملتقى المتوسطي حول سينما حقوق الإنسان المنظم من طرف المجلس.

ويتعهد المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في إطار هذه الاتفاقية بتنظيم دورات تكوينية لفائدة أطر المركز السينمائي المغربي في مجال حقوق الإنسان، وتوفير الوثائق المتعلقة بحقوق الإنسان الضرورية لأطر المركز من أجل فزاولة مهامهم.

وتندرج هذه الاتفاقية في إطار التزامات المغرب في مجال حماية حقوق الإنسان، وانخراطه في مسلسل المصالحة، وتجسد انخراط المؤسسات العمومية في مختلف المجالات في تنفيذ التوصيات الصادرة عن هيئة الإنصاف والمصالحة خاصة في مجال الأرشيف والذاكرة.

وبغية تعميم الفائدة والتعريف الجيد بحقوق الإنسان في المغرب سيتم وضع الأرشيف السينمائي للمركز رهن إشارة الباحثين والمبدعين، وذلك بتنسيق مع المجلس من أجل تمكينهم من الإطلاع عليه واستعماله وفق شروط يحددها الطرفان.

# **Droits de l'homme**

## **Vers un plan d'action national**

Quelque 200 personnes de différentes institutions se retrouvent ce week-end, à Rabat, pour un séminaire sur l'élaboration d'un Plan d'action national en matière de démocratie et de droits de l'homme.

La rencontre a pour finalité d'apporter des réponses réalistes et mesurables aux questions pressantes en la matière.

## Signature d'une convention à Rabat

# La promotion des droits de l'Homme dans les productions cinématographiques nationales

**Une** convention de coopération et de partenariat a été signée, mercredi à Rabat, entre le Centre Cinématographique Marocain (CCM) et le Conseil Consultatif des Droits de l'Homme (CCDH).

Signée par le directeur général du CCM, M. Nour Eddine Sail et le président du CCDH, M. Ahmed Herzenni, cette convention vise la promotion de la culture des droits de l'Homme et l'encouragement des productions cinématographiques relatives à la préservation de la mémoire et aux violations graves des droits de l'Homme perpétrées dans le passé.

En vertu de cette convention, le CCM apportera son soutien aux documentaires et courts métrages traitant des droits de l'Homme, de l'histoire contemporaine du Maroc et de la mémoire des violations graves des droits de l'Homme perpétrées dans le passé et procédera à l'intégration des principes et valeurs des droits de l'Homme en tant que critères de sélection des films candidats aux fonds d'aide à la production. Il apportera aussi son soutien aux rencontres méditerranéennes des films des droits de l'Homme, organisées par le CCDH et sensibilisera les cinéastes pour contribuer à la promotion de la culture des droits de l'Homme.

Le Centre mettra à disposition des chercheurs et des cinéastes, les archives du CCM, pour consultation et éventuelle utilisation selon des conditions définies par les deux parties signataires.

Pour sa part, le CCDH s'engage à organiser des sessions de formation en faveur des cadres du CCM en matière de droits de l'Homme, et mettra à dispo-

sition des cadres du Centre, la documentation relative aux droits de l'Homme nécessaire à l'exercice de leurs missions. Il veillera également à la promotion des films appuyés par le Centre et s'inscrivant dans le cadre des missions du Conseil ou faisant objet de cette convention. Intervenant à cette occasion, M. Herzenni a indiqué que la base de données accumulée par le CCDH permettra d'enrichir la créativité et représentera une source d'inspiration pour les cinéastes.

Cette convention aura un impact positif au niveau de la documentation et de la créativité compte tenu de l'action du CCDH et du CCM qui archive "le passé et le présent marocain", a ajouté M. Herzenni.

De son côté, M. Sail a estimé que cette convention constitue une reconnaissance du rôle du cinéma marocain pour mettre en lumière la vérité et faire connaître les droits humains d'une manière intelligente, ajoutant qu'elle permettra également d'inciter les cinéastes à promouvoir la culture des droits de l'Homme.

Cette convention, a-t-il poursuivi, est un moyen pour inciter au respect des droits des cinéastes menacés continuellement par le piratage et renforcera l'action des autres institutions qui veillent à la protection des droits d'auteurs au Maroc.

Cette convention s'inscrit dans le cadre des engagements du Maroc dans le domaine de la protection et la promotion des droits de l'Homme et son adhésion au processus de réconciliation de lecteur de l'Histoire et de préservation de la mémoire.

## DROITS DE L'HOMME

### **Le Maroc un des pays les plus avancés en matière de justice transitionnelle**

L'application des recommandations de l'Instance Equité et Réconciliation (IER) fait du Maroc un des pays les plus avancés en matière de justice transitionnelle, a affirmé mercredi à Rabat, un conseiller de la délégation de la Commission européenne au Maroc, Jérôme Cassiers. Dans une déclaration à l'agence MAP en marge de la cérémonie du lancement du Programme de réparation communautaire, M. Cassiers a indiqué que l'application et le suivi des recommandations de l'IER sont au coeur de l'Accord d'association, qui lie le Maroc et l'UE depuis 2000, et du Statut avancé accordé récemment au Royaume. Il a, en outre, réitéré le soutien de l'Union européenne au «courageux progrès» du Maroc en matière d'Etat de droit et de démocratisation, rappelant que l'UE a soutenu les recommandations de l'IER, y compris celles de la Réparation communautaire.

«C'est dans cette optique que nous avons appuyé ce programme avec une enveloppe financière de l'ordre de 33 millions de dirhams et nous entendons poursuivre cette action d'appui au Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH) dans la mise en oeuvre de ces recommandations», a-t-il dit.

## إطلاق الجيل الأول من برامج جبر الضرر الجماعي

الخميسات هذه الأقليم كانت في وقت سابق موضوعة اتفاقيات وقعت بين المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان ومؤسسة صندوق الإيداع والتدبير ووزارة الداخلية من أجل تنفيذ برنامج جبر الضرر الجماعي بها. ومعلوم أن صندوق الإيداع والتدبير أطلق في هذا الصدد خلال يوليو 2008 طلب عروض موجه للجمعيات بغلاف مالي يبلغ 14 مليون درهم يرسم سنة 2008، كما أن هذا البرنامج يحظى بدعم المفوضية الأوروبية، ومساهمة وكالة تنمية أقاليم الجهة الشرقية.

رتجدر الإشارة إلى أن برنامج جبر الضرر الجماعي، الذي تم إطلاقه منذ سنتين، لفائدة 11منطقة على الصعيد الوطني يكتسي بعدين رمزي ومادي، إذ يهتم البعد المادي بتنفيذ برامج للتنمية السوسيو اقتصادية لا تنحصر عند التعويض عن الضرر فحسب وإنما تتعداه إلى تبني مقاربة تدمج عدد مهم من حاجيات الساكنة المعنية، أما البعد الرمزي، فتتم ترجمته عبر اعتراف الدولة بالضرر الناجم عن الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان المرتكبة في الماضي، من خلال تنظيم أنشطة لإحياء الذكرى، تشييد نصب التذكارية، تأهيل أماكن الاحتجاز السرية وتحويلها لفضاءات لحفظ الذاكرة.

■ محمد حجوي

للدخل لفائدة تلك المناطق المشمولة ببرنامج جبر الضرر الجماعي.

وستعمل هذه الجمعيات النشيطة في مجال التنمية، ولها صلة مباشرة بالمواطنين سكان تلك المناطق، على تنفيذ مجموعة من المشاريع موضوع الاتفاقية والتي تهم ما أشار إليه حرزني في كلمته كتعزيز القدرات (من قبيل إدماج المرأة في دينامية المجتمع المدني، إحداث مركز ثقافي، تعزيز القدرات التقنية للأطر والشباب، مركز فاضمة أوحرفو للتكوين والإعلام والتوجيه) وتنفيذ برامج مدرة للدخل كتحديث قطاع تربية النحل، وحفر آبار السقي واعتماد تقنية التقطير في سقي الأراضي والنهوض بالسياحة الإيكولوجية. وبخصوص البرامج المتعلقة بحفظ الذاكرة ستعمل هذه الجمعيات بمعية شركائها على تأهيل موقع للذاكرة بدوار حارة المرابطين، وإحداث مركز الريف لحفظ الذاكرة الجماعية، وإنجاز مشروع كتابة تاريخ أحداث 1958-1959 بمنطقة الريف، إنجاز وثائقي عن الحي المحمدي ووثائقي عن أحداث الناظور 1984.

ويعتزم المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان خلال الشهر الجاري إطلاق طلب العروض الثاني الخاص بالمناطق الثمانية التي شملها هذا البرنامج، كما ستم إطلاق طلب عروض أول بالنسبة لهم كل من إقليم طانطان وإقليم أزيلال وإقليم

في إطار إجراء توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، أطلق المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان أول أمس الأربعاء الجيل الأول من المشاريع المتعلقة ببرنامج جبر الضرر الجماعي تشمل المناطق التي وجدت بها مراكز الاعتقال أو الاحتجاز السري أو كانت مسرحا لأحداث تاريخية مرتبطة بالانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان، والتي لا زالت ساكنتها تئن تحت وطأة ماضٍ ثقيل ومسكون بذكريات الرعب والخوف، وقد همت هذه المجموعة الأولى من المشاريع: أقاليم ورزازات، الراشيدية، زاكورة، فكك، الناظور، الحسيمة، والحي المحمدي بالدار البيضاء وخنيفرة.

وقد اعتمد مجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في هذا البرنامج مقاربة تشاركية مع ممثلي السكان من خلال فعاليات المجتمع المدني بهذه المناطق، حيث تم التوقيع على مجموعة من الاتفاقيات تهم تنفيذ 32مشروعا بين المجلس ومؤسسة صندوق الإيداع والتدبير و 30جمعية محلية وجهوية نشيطة بهذه المناطق المعنية بجبر الضرر الجماعي، وتروم هذه الاتفاقيات حسب أحمد حرزني رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في كلمة له بالمناسبة، تعزيز قدرات الفاعلين المحليين في مجال الحكامة المحلية والنهوض بحقوق الإنسان والمواطنة ومقاربة التنمية بالإضافة إلى الحفاظ الإيجابي للذاكرة عبر تأهيل أماكن الذاكرة وإحداث فضاءات لحفظ الذاكرة وجمع المعطيات حول ماضي انتهاكات حقوق الإنسان، وكذا دعم الأنشطة المدرة

## Provinces du sud Le CCDH et la CDG lancent un projet commun



**Ahmed Harzeni, président de CCDH**

**L**e Conseil Consultatif des Droits de l'Homme (CCDH) et la Fondation CDG ont organisé récemment la cérémonie de lancement de la mise en œuvre des premiers projets du programme de réparation communautaire concernant les provinces d'Ouarzazate, Errachidia, Zagora, Figuig, Nador, Al Hoceima, Casablanca-Haye Mohammadi et khénifra. La manifestation a eu lieu au siège du conseil consultatif des droits de l'Homme à Rabat. Rappelons que ces projets s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations de l'Instance Equité et Réconciliation (IER), relatives aux programmes de réparation communautaires. Il est à noter que la fondation CDG a lancé en juillet 2008 un programme de financement destiné aux associations locales relevant des provinces de l'Oriental.

Le programme en question a bénéficié d'un appui de la communauté Européenne et d'une contribution de l'Agence de Développement des Provinces de l'Oriental et a atteint un montant global de 14 millions de Dirhams. Notons que ce premier programme

avait pour objectifs le renforcement des capacités des acteurs locaux notamment en matière de la gouvernance locale, de la promotion des droits de l'Homme et de la citoyenneté ; la préservation active de la mémoire par la réhabilitation des lieux de mémoire, la création d'espaces de préservation de la mémoire et la collecte de données sur la période de violation des droits humains ainsi que le soutien aux activités génératrices de revenus. Quant au programme de cette année, il concerne les 8 provinces précitées ainsi qu'un appel à proposition pour les provinces de TanTan, Azilal et Khémisset. Ajoutons en outre que la cérémonie de lancement a connu la signature des conventions de mise œuvre entre le CCDH, la CDG et les associations locales ■





## ● جبر الضرر الجماعي

وقع المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان وصندوق الإيداع والتدبير وعدد مهم من الجمعيات أول أمس الأربعاء بالرباط مجموعة من الاتفاقيات التي أعطت الانطلاقة لتنفيذ المجموعة الأولى من مشاريع برنامج جبر الضرر الجماعي.

وكان رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان أحمد حرزني قد أوضح في كلمته التي ألقاها بمناسبة التوقيع بأن الشطر الأول من تنفيذ هذه المشاريع، يهم ثمان مناطق بالبلاد وهي ورزازات والراشيدية وفجيج وزاكورة والحسيمة والناظور والدار البيضاء / الحي المحمدي وخنيفرة. بينما نوهت الحكومة في شخص وزيرها خالد الناصري ونزهة الصقلي بالمبادرة وانطلاق تنفيذ برنامج جبر الضرر الجماعي، مؤكداً على أنها ستتمكن من فتح صفحة جديدة في مسار بناء دولة الحق والقانون، وإعادة الاعتبار للمواطن المغربي.

وجدير بالإشارة، فإن التوقيع على انطلاقة هذه المشاريع، يأتي في إطار العمل بما أقرته توصيات هيئة الانصاف والمصالحة المتعلقة بجبر الضرر الجماعي، كما أن هذه المشاريع يتم تنفيذها بدعم من المفوضية الأوروبية ووكالة تنمية أقاليم الجهة الشرقية.

●● أبو أميرة



## حقوق

أكد الأمين العام لـ«المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان»، المحجوب الهيئة، أن انخراط الاتحاد الأوروبي في خطة العمل الوطنية في مجال الديمقراطية وحقوق الإنسان يعتبر شهادة

وإعلانا عن ثقة كبيرة في مسارات حقوق الإنسان والبناء الديمقراطي في المغرب. وسجل الهيئة أن هذا الانخراط يتميز أيضا بالجانب التشاركي للخبرات الوطنية والأجنبية في إطار شراكة تفاعلية.